

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michaël Côté, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Matane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 21 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Matane (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets consolidés (de sa dette nette consolidée) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2023. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers consolidés, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Matane inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de ses activités et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité des activités et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Le 21 mai 2024
CPA auditeur, permis de comptabilité publique n°A137599

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	26 231 915	25 235 381
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 032 626	2 922 270
Quotes-parts	3		
Transferts	4	9 086 348	7 019 876
Services rendus	5	3 881 161	3 371 541
Imposition de droits	6	708 274	656 246
Amendes et pénalités	7	34 956	144 857
Revenus de placements de portefeuille	8	1 157 434	
Autres revenus d'intérêts	9	799 107	368 207
Autres revenus	10	912 873	1 108 069
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	45 844 694	40 826 447
Charges			
Administration générale	14	4 099 251	4 768 544
Sécurité publique	15	4 204 752	3 981 896
Transport	16	9 387 147	9 413 696
Hygiène du milieu	17	10 605 219	9 890 059
Santé et bien-être	18	146 213	118 721
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 861 316	1 838 716
Loisirs et culture	20	8 088 620	7 187 148
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 684 953	1 339 326
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	40 077 471	38 538 106
Excédent (déficit) de l'exercice	25	5 767 223	2 288 341
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	111 798 325	109 509 984
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	111 798 325	109 509 984
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	117 565 548	111 798 325

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 372 452	7 479 031
Débiteurs (note 5)	2	31 555 974	27 889 121
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	30 000 000	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	68 928 426	35 368 152
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 898 029	7 039 523
Revenus reportés (note 11)	12	33 992 631	5 884 028
Dette à long terme (note 12)	13	57 776 180	54 441 028
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	995 300	1 009 600
Autres passifs (note 14)	15	1 477 470	1 358 882
	16	100 139 610	69 733 061
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(31 211 184)	(34 364 909)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	146 295 658	143 770 789
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 437 072	1 364 415
Stocks de fournitures	20	1 051 503	975 696
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	(7 501)	52 334
	23	148 776 732	146 163 234
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	117 565 548	111 798 325
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	117 565 548	111 798 325
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	117 565 548	111 798 325

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 767 223	2 288 341
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	11 987 713)(	17 521 379)
Produit de cession	3	35 000	72 015
Amortissement	4	9 432 892	8 961 935
(Gain) perte sur cession	5	(5 048)	23 469
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(2 524 869)	(8 463 960)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(72 657)	61 457
Variation des stocks de fournitures	10	(75 807)	(206 185)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	59 835	(39 909)
	13	(88 629)	(184 637)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 153 725	(6 360 256)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(34 364 909)	(28 004 653)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(34 364 909)	(28 004 653)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(31 211 184)	(34 364 909)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 767 223	2 288 341
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	9 432 892	8 961 935
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(5 048)	23 469
	4	15 195 067	11 273 745
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 666 853)	(3 361 204)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 022 906)	2 512 157
Revenus reportés	8	28 108 603	4 978 150
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(14 300)	130 100
Propriétés destinées à la revente	10	(72 657)	61 457
Stocks de fournitures	11	(75 807)	(206 185)
Autres actifs non financiers	12	59 835	(39 909)
	13	38 510 982	15 348 311
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(11 987 713)	(17 521 379)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	35 000	72 015
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(11 952 713)	(17 449 364)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(30 000 000)	()
Cession	22		
	23	(30 000 000)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	7 965 000	4 785 140
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 636 700)	(4 814 740)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	6 852	47 982
Autres			
▪	28.1		
	29	3 335 152	18 382
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(106 579)	(2 082 671)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	7 479 031	9 561 702
Solde déjà établi	32		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	7 479 031	9 561 702
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	7 372 452	7 479 031

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est :

- Gestion Immeuble Culturel de Matane pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2023, consolidation ligne par ligne à 100 %.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

La Ville de Matane est membre de l'Union des Municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités. Elle fait partie des regroupement d'achat de l'UMQ notamment pour l'achat du sel de déglacage, du carburant et de produits chimiques pour le traitement des eaux.

La Ville est membre de la MRC de la Matanie qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2023 est de 829 877 \$.

B) Comptabilité d'exercice

Constatation des revenus

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif aux titres des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Amortissement

Amortissement Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé des propriétés destinées à la revente moins les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment: les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à du taux d'actualisation fixé et des des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2023 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (**pour la dernière fois en 2019**) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatés à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a confirmé le jugement de la Cour supérieure du Québec en rejetant tous les appels et les appels incidents concernant le jugement sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. À titre de rappel, les principales conclusions du jugement de la Cour supérieure étaient que les dispositions de la Loi RRSM relatives aux participants actifs ne sont pas inconstitutionnelles. Toutefois, les dispositions permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités sont inconstitutionnelles. Des demandes d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada ont été rejetées en avril 2024. Ainsi, la Cour supérieur du Québec devra juger des mesures de réparation afin de compenser les participants retraités pour qui l'indexation a été suspendue en partie ou en totalité à compter du 1er janvier 2017. Il faudra donc patienter jusqu'à la fin des procédures, avant de connaître la hauteur des conséquences financières pour les régimes concernés.

Puisque le régime n'offrait pas d'indexation automatique des rentes des participants retraités, les incidences de la Loi RRSM sont entièrement reflétées dans les états financiers.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieurs à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Budget

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 6 décembre 2022.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2023 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville car la Ville a choisi de ne pas appliquer les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 7 372 452	7 479 031
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 7 372 452	7 479 031
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 7 372 452	7 479 031
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 5 577 368	4 287 497
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note**5. Débiteurs**

	2023	2022
Taxes municipales	9 1 260 582	1 315 272
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 24 343 553	22 179 753
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 3 611 231	3 298 689
Organismes municipaux	13 315 923	313 551
Autres		
▪ Autres débiteurs	14.1 867 251	781 856
▪ Intérêts courus à recevoir	14.2 1 157 434	
	15 31 555 974	27 889 121
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 20 759 166	19 556 646
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 20 759 166	19 556 646
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21 222 486	308 683
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22 1 718 977	1 706 855
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 7 632 801	4 274 042
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 11 073 292	12 945 799
Ministère de la Culture et des Communications	25 930 700	691 000
Autres ministères/organismes	26 2 987 783	2 562 057
	27 24 343 553	22 179 753

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	30 000 000	
	35	30 000 000	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	3 372 493	4 173 177
Salaires et avantages sociaux	42	853 257	818 841
Dépôts et retenues de garantie	43	1 290 872	1 830 379
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Autres crédoeurs	45.1	381 407	217 126
	46	5 898 029	7 039 523

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	450 639	306 514
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	252 144	281 645
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	57 699	47 375
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Acompte et autres	60.1	215 254	31 599
▪ Transferts MCC et MDDEP	60.2	216 895	216 895
▪ Transferts MEI	60.3	10 000 000	5 000 000
▪ Transferts MSP	60.4	22 800 000	
	61	33 992 631	5 884 028

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,09	5,28	2024	2028	62	58 131 900	54 803 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	58 131 900	54 803 600
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(355 720)	(362 572)
					72	57 776 180	54 441 028

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	4 748 400			4 748 400
2025	74	4 497 000			4 497 000
2026	75	4 136 600			4 136 600
2027	76	4 051 700			4 051 700
2028	77	3 920 300			3 920 300
2029 et plus	78	36 777 900			36 777 900
	79	58 131 900			58 131 900
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	58 131 900			58 131 900

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(995 300)	(1 009 600)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(995 300)	(1 009 600)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	824 000	962 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	30 148	17 297
Régimes de retraite des élus municipaux	89	34 967	35 145
	90	889 115	1 014 942

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		1 358 882
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	1 477 470	
Autres			
▪	94.1		
	95	1 477 470	1 358 882
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97	1 477 470	
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	1 477 470	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	52 837 184	4 357 461		57 194 645
Eaux usées	103	61 819 871	39 423		61 859 294
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	72 939 822	2 565 473		75 505 295
Autres					
▪ Autres infrastructures	105.1	50 801 380	2 931 367		53 732 747
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	40 101 413	2 949 090		43 050 503
Améliorations locatives	108	344 819			344 819
Véhicules	109	4 511 077	558 912		5 069 989
Ameublement et équipement de bureau	110	3 030 073	113 756		3 143 829
Machinerie, outillage et équipement divers	111	8 817 099	661 532	199 679	9 278 952
Terrains	112	1 861 566	9 066		1 870 632
Autres	113				
	114	297 064 304	14 186 080	199 679	311 050 705
Immobilisations en cours	115	4 384 213	(2 198 367)		2 185 846
	116	301 448 517	11 987 713	199 679	313 236 551
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	32 940 736	1 377 521		34 318 257
Eaux usées	118	40 199 691	1 454 950		41 654 641
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	39 627 968	2 390 487		42 018 455
Autres					
▪ Autres infrastructures	120.1	17 127 599	2 102 851		19 230 450
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	17 836 487	1 146 548		18 983 035
Améliorations locatives	123	344 819			344 819
Véhicules	124	2 062 115	321 763		2 383 878
Ameublement et équipement de bureau	125	2 404 232	113 499		2 517 731
Machinerie, outillage et équipement divers	126	5 134 081	525 273	169 727	5 489 627
Autres	127				
	128	157 677 728	9 432 892	169 727	166 940 893
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	143 770 789			146 295 658
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	387 206	555 727
Autres	135	1 049 866	808 688
	136	1 437 072	1 364 415
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	1 437 072	1 364 415

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Immatriculation, etc.	144.1	(7 501)	52 334
Autres			
▪	145.1		
	146	(7 501)	52 334

Note**19. Obligations contractuelles****PARC DE VÉHICULES**

La ville a conclu une entente en janvier 2020, pour une période de 10 ans, avec le Centre de Gestion de l'Équipement Roulant (CGER) pour la gestion, l'entretien et la réparation des véhicules et équipements connexes qu'elle utilise.

Le CGER louera les véhicules à un tarif horaire indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation.

Le budget prévu pour 2024 est de l'ordre de 1 610 952 \$.

MATIÈRES RÉSIDUELLES ET RECYCLABLES

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La ville a conclu un contrat pour la collecte et la disposition des matières résiduelles prenant échéance en 2024. Le contrat prévoyait également la possibilité de se prévaloir d'une année d'option additionnelle, pour l'exercice 2025. En 2023, la Ville de Matane a choisi de se prévaloir de cette possibilité. Conséquemment, les paiements exigibles au cours des prochains exercices, incluant l'année d'option, s'élèvent à 1 332 053 \$.

La ville a conclu un contrat pour le tri et le conditionnement des matières recyclables échéant en 2025. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 482 447 \$.

La ville a conclu un contrat pour l'exploitation de l'écocentre et du lieu d'enfouissement technique échéant en 2026. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 1 520 032 \$.

La ville a conclu un contrat pour l'exploitation de la plateforme de compostage échéant en 2026. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 524 938 \$.

DÉNEIGEMENT

La ville s'est engagée à verser un montant de 409 451 \$ jusqu'en 2028 pour le déneigement du secteur St-Jérôme.

MORCELLEMENT DU COUVERT DE GLACE

La ville s'est engagée à verser une somme de 254 198 \$ d'après un contrat pour le morcellement du couvert de glace échéant en 2027.

TENUE À JOUR DU RÔLE D'ÉVALUATION

La ville a conclu un contrat pour la tenue à jour de son rôle d'évaluation foncière. Ce contrat vient à échéance en 2025. Les paiements exigibles au cours des prochaines exercices s'élèvent à 598 456 \$.

OFFICE D'HABITATION DE LA MATANIE

L'Office d'Habitation de la Matanie (OHM), la Ville de Matane et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'Exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE

La ville s'est engagée auprès de la société d'histoire et de généalogie de Matane à verser un montant de 25 000 \$ jusqu'en 2025 pour le fonctionnement dans leurs nouveaux locaux.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Une entente se terminant en 2025 engage la ville à verser 200 000 \$ annuellement à DEM pour le développement économique.

BAIL AVEC LA COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS ET MARÉES

Une entente de 5 ans pour la location de l'école Marie-Guyart est en cours jusqu'en 2025 pour la location de locaux pour les activités culturelles et communautaires. Le budget prévu pour 2024 est de l'ordre de 63 171 \$.

ENTENTE CULTURELLE AVEC LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

La ville a signé une entente d'un an avec le MCC l'engageant à investir dans des projets culturels à la hauteur de 174 352 \$ jusqu'en 2024.

MAINTENANCE DES BÂTIMENTS

En 2021, la Ville a conclu un contrat avec Euréka pour la maintenance de ses bâtiments échéant en juillet 2024. Les paiements exigibles en 2024 pour ce contrat s'élève à 37 743 \$.

En 2024, la Ville a conclu un contrat avec 9105-7208 Québec inc. pour ces mêmes travaux de maintenance échéant en juillet 2027. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 204 726 \$.

AUDITEUR INDÉPENDANT

La ville a conclu un contrat d'une durée de 3 ans se terminant en 2024 pour l'audit de ses exercices financiers 2022 à 2024. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 37 061 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

RAMONAGE DES CHEMINÉES

En 2023, la Ville a conclu un contrat avec Les Entreprises JML (9347-1415 Québec inc) pour le ramonage des cheminées se terminant en 2026. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 648 298 \$.

CÉGEP DE MATANE

La ville s'est engagée auprès du Cégep de Matane à verser un montant de 50 000 \$ annuellement de 2024 à 2027 inclusivement pour soutenir financièrement un projet de réfection des terrains de tennis et du terrain de soccer synthétique.

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement de différents ministères des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 6 686 247 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 650 426 \$ en 2024, 638 170 \$ en 2025, 605 250 \$ en 2026, 571 331 \$ en 2027 et 536 661 \$ en 2028.

De plus, les subventions pour le remboursement du capital totalisent 20 759 166 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 864 426 \$ en 2024, 1 014 098 \$ en 2025, 1 041 650 \$ en 2026, 1 066 425 \$ en 2027, 1 085 866 \$ en 2028.

BAUX DE LOCATION PARC DE MAISONS MOBILES.

La ville a également conclu des contrats de location de terrains dans le parc de maison mobile au montant de 420 \$/terrain/an pour une durée indéterminée. Le montant annuel total en perception de loyers s'élève à 58 380 \$.

BAIL DE LOCATION DU GARAGE AU CGER

La Ville a également conclu un contrat de location pour la location d'une partie de son garage, échéant en décembre 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 82 139 \$/an.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪ Club de Yatch de Matane	149.1	58 604	70 925
	150	58 604	70 925
	151	58 604	70 925

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté de la Matanie. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 238 865 \$.

B) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Poursuites

Au 31 décembre 2023, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent à 3 070 266 \$. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a comptabilisé une provision de 308 432 \$, les assurances couvrant une partie des causes. Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville de Matane pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour l'exercice 2023. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Aucune provision n'a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles pour l'ensemble des contestations d'évaluation.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour le faire.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

Les données budgétaires ne sont pas auditées.

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Budget 2023	Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	25 235 381	25 907 615	26 231 915		26 231 915
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 530 618	3 055 946	3 057 465		3 032 626
Quotes-parts	3					
Transferts	4	2 598 542	2 439 668	2 579 491		2 579 491
Services rendus	5	3 342 250	3 459 071	3 850 489	216 728	3 881 161
Imposition de droits	6	656 246	445 250	558 274		558 274
Amendes et pénalités	7	144 857	185 000	34 956		34 956
Revenus de placements de portefeuille	8			1 157 434		1 157 434
Autres revenus d'intérêts	9	365 726	246 000	793 507	5 600	799 107
Autres revenus	10	926 864	733 423	790 473		790 473
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	35 800 484	36 471 973	39 054 004	222 328	39 065 437
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	4 833 606	6 592 085	6 506 857		6 506 857
Imposition de droits	16		239 400	150 000		150 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	181 205		100 000		100 000
Autres	18			22 400		22 400
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	5 014 811	6 831 485	6 779 257		6 779 257
	22	40 815 295	43 303 458	45 833 261	222 328	45 844 694
Charges						
Administration générale	23	4 602 443	4 335 907	3 954 150	145 101	4 099 251
Sécurité publique	24	3 740 837	3 881 581	3 949 472	255 280	4 204 752
Transport	25	5 961 566	5 946 962	5 773 646	3 613 501	9 387 147
Hygiène du milieu	26	6 379 213	6 964 388	6 987 268	3 617 951	10 605 219
Santé et bien-être	27	118 721	155 000	146 213		146 213
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 657 552	1 568 393	1 656 622	204 694	1 861 316
Loisirs et culture	29	5 811 414	6 568 921	6 543 084	1 538 012	8 088 620
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 339 170	1 783 703	1 684 822		1 684 953
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	8 900 457	9 809 514	9 374 539	(9 374 539)	
	34	38 511 373	41 014 369	40 069 816	218 550	40 077 471
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 303 922	2 289 089	5 763 445	3 778	5 767 223

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 303 922	2 289 089	5 763 445	5 767 223
Moins : revenus d'investissement	2 (	5 014 811)(	6 831 485)(	6 779 257)(	6 779 257)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 710 889)	(4 542 396)	(1 015 812)	(1 012 034)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	8 900 457	9 809 514	9 374 539	9 432 892
Produit de cession	5	72 015		35 000	35 000
(Gain) perte sur cession	6	23 469		(5 048)	(5 048)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	8 995 941	9 809 514	9 404 491	9 462 844
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	62 507		172 371	172 371
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	62 507		172 371	172 371
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	76 182		88 656	88 656
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 378 664)(	3 817 286)(	3 854 934)(	3 854 934)
	18	(4 302 482)	(3 817 286)	(3 766 278)	(3 766 278)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	515 920)(	216 552)(	458 234)(	458 234)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			60 000	60 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	183 357	190 373	89 034	89 034
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 259 896)	(1 423 653)	(1 457 235)	(1 457 235)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	17 129		16 477	16 477
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(1 575 330)	(1 449 832)	(1 749 958)	(1 749 958)
	26	3 180 636	4 542 396	4 060 626	4 118 979
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	469 747		3 044 814	3 106 945

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 014 811	6 779 257	6 779 257
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2	()	()	()
Sécurité publique	3	1 667 154	318 716	318 716
Transport	4	7 629 010	3 756 791	3 756 791
Hygiène du milieu	5	4 790 976	4 492 376	4 492 376
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	182 528	117 890	117 890
Loisirs et culture	8	3 251 711	3 301 940	3 301 940
Réseau d'électricité	9	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()
	11	17 521 379	11 987 713	11 987 713
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12	()	246 078	246 078
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 949 002	5 893 109	5 893 109
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	515 920	458 234	458 234
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17	338 327	4 877	4 877
Réserves financières et fonds réservés	18	3 459 962	2 322 812	2 322 812
	19	4 314 209	2 785 923	2 785 923
	20	(10 258 168)	(3 554 759)	(3 554 759)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(5 243 357)	3 224 498	3 224 498

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 275 792	7 089 999	282 453	7 372 452
Débiteurs (note 5)	2	27 908 123	31 589 870	5 504	31 555 974
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4		30 000 000		30 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	35 183 915	68 679 869	287 957	68 928 426
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 028 803	5 886 068	51 361	5 898 029
Revenus reportés (note 11)	12	5 884 028	33 992 631		33 992 631
Dettes à long terme (note 12)	13	54 441 028	57 776 180		57 776 180
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	1 009 600	995 300		995 300
Autres passifs (note 14)	15	1 358 882	1 477 470		1 477 470
	16	69 722 341	100 127 649	51 361	100 139 610
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(34 538 426)	(31 447 780)	236 596	(31 211 184)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	142 613 555	145 196 779	1 098 879	146 295 658
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 364 415	1 437 072		1 437 072
Stocks de fournitures	20	975 696	1 051 503		1 051 503
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	50 913	(7 978)	477	(7 501)
	23	145 004 579	147 677 376	1 099 356	148 776 732
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 270 499	4 355 595	199 383	4 554 978
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 197 108	1 702 915	37 690	1 740 605
Réserves financières et fonds réservés	26	2 455 178	1 902 329		1 902 329
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(272 150))	(255 670))		(255 670))
Financement des investissements en cours	28	(4 459 798)	(1 248 030)		(1 248 030)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	108 731 016	109 261 117	1 098 879	110 359 996
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	110 466 153	116 229 596	1 335 952	117 565 548
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 397 587	9 116 050	9 116 050	8 859 177
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 418 237	2 196 431	2 196 431	2 278 117
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	14 761 792	14 586 464	14 535 633	14 325 045
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 400 025	982 996	982 996	1 068 112
D'autres organismes municipaux	10				167 964
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	304 378	629 635	629 635	
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	79 300	72 191	72 322	103 250
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	833 117	829 877	829 877	795 879
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	1 934 619	2 134 016	2 134 016	1 619 506
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	9 809 514	9 374 539	9 432 894	8 961 935
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances et réclamations	21.1	75 000	(25 611)	(25 611)	296 275
Coût propriétés destinées à vente	21.2	800	173 228	173 228	62 846
	22	41 014 369	40 069 816	40 077 471	38 538 106

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 554 978	2 407 747
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 740 605	1 234 798
Réserves financières et fonds réservés	3	1 902 329	2 455 178
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(255 670))	(272 150))
Financement des investissements en cours	5	(1 248 030)	(4 459 798)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	110 359 996	109 888 250
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	117 565 548	111 798 325
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 355 595	2 270 499
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	199 383	137 248
	11	4 554 978	2 407 747
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Lieu d'enfouissement technique	12.1	742 258	545 958
▪ Projets spéciaux	12.2	885 401	575 894
▪ Axe Mer-Rivière	12.3	75 256	75 256
	13	1 702 915	1 197 108
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Rénovation GICUM	14.1	37 690	37 690
	15	37 690	37 690
	16	1 740 605	1 234 798

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Eaux usées	17.1	600 000
▪ Service de l'eau	17.2	233 551
▪ Équilibrage du rôle	17.3	63 221
▪ Vidange des fosses septiques	17.4	116 880
	18	1 013 652
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	271 557
Organismes contrôlés et partenariats	22	970 861
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	105 730
Organismes contrôlés et partenariats	24	134 374
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	85 625
Autres		
▪ Fonds vert	30.1	382 941
▪ Stationnement	30.2	15 072
▪ Logement social	30.3	27 752
	31	888 677
	32	1 669 527
	32	1 902 329
		2 455 178

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	255 670
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	272 150
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	255 670
	64 (	272 150)
	(255 670))	(272 150))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 046 240	592 046
Investissements à financer	66 (2 294 270)(	5 051 844)
	67 (1 248 030)	(4 459 798)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 146 295 658	143 770 789
Propriétés destinées à la revente	69 1 437 072	1 364 415
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 147 732 730	145 135 204
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 147 732 730	145 135 204
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (57 776 180)(	54 441 028)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (355 720)(	362 572)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 20 759 166	19 556 646
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (37 372 734)(	35 246 954)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (37 372 734)(	35 246 954)
	84 110 359 996	109 888 250

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est entré en vigueur le 1er janvier 1971. La date de la retraite normale est de 65 ans, mais tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à compter de 60 ans. Pour un départ à la retraite anticipée, possible à partir de 55 ans, tout participant verra sa rente réduite de 0.25 % par mois. Depuis le 1er janvier 1995, le calcul de la rente correspond à 2 % du salaire. Cette rente sera indexée avant la retraite pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, en fonction du salaire indexé, sujet à un maximum de 1.5 % par année. La dernière évaluation actuarielle complète est au 31 décembre 2022.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 009 600)	(879 500)
Charge de l'exercice	4 (824 000)(	962 500)
Cotisations versées par l'employeur	5 838 300	832 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (995 300)	(1 009 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 33 928 800	33 001 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (33 928 800)(	33 001 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (995 300)	(1 009 600)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (995 300)	(1 009 600)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (995 300)	(1 009 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 33 928 800	33 001 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (33 928 800)(	33 001 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 467 300	1 509 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 467 300	1 509 400
Cotisations salariales des employés	21 (726 100)(	720 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 741 200	789 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 17 200	75 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 758 400	865 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 2 000 800	1 802 300
Rendement espéré des actifs	32 (1 935 200)(	1 704 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 65 600	97 400
Charge de l'exercice	34 824 000	962 500
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 1 084 000	1 072 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (1 935 200)(	1 704 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (851 200)	(632 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 819 700	1 259 700
Prestations versées au cours de l'exercice	39 1 721 400	1 533 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 33 198 900	30 319 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 2 904 000	2 882 000
DMERCA du nouveau volet	45 13	14
DMERCA de l'ancien volet	46 7	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 27	29
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,09 %	6,08 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,08 %	5,54 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()
Rendement espéré des actifs	85	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	() ()
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103.1	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

Contribution de l'employeur aux régimes individuels des employés cadres qui ne sont pas encore qualifiés au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Matane.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	17 297
Autres régimes	115	
	116	30 148

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2001 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	9 122	9 125
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	30 740	30 760
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 227	4 385
	121	34 967	35 145
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	20 368 810	20 522 969	19 654 397
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3		164	106 089
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	20 368 810	20 523 133	19 760 486
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 009 218	2 042 145	1 909 555
Égout	13	1 675 569	1 688 376	1 596 644
Traitement des eaux usées	14			36 000
Matières résiduelles	15	1 071 201	1 081 400	969 560
Autres				
▪ Ramonage des cheminées	16.1	101 480	101 340	78 390
▪ Vidange des fosses septiques	16.2		115 268	206 421
Centres d'urgence 9-1-1	17	85 000	81 800	85 575
Service de la dette	18	596 337	598 453	592 750
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	5 538 805	5 708 782	5 474 895
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 538 805	5 708 782	5 474 895
	27	25 907 615	26 231 915	25 235 381

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	643 235	642 076	609 227
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	350	350	350
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	658 654	661 587	642 124
Cégeps et universités	32	636 811	637 186	620 782
Écoles primaires et secondaires	33	720 944	721 367	698 378
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	2 659 994	2 662 566	2 570 861
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	306 065	304 797	289 485
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	6 763	6 818	6 447
Taxes d'affaires	38			
	39	312 828	311 615	295 932
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	83 124	83 284	55 477
	45	83 124	83 284	55 477
	46	3 055 946	3 057 465	2 922 270

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	20 602	27 030	29 096
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	21 116	13 956	17 830
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	1 843	1 843	2 582
Enlèvement de la neige	53	257 240	296 883	257 352
Autres	54	15 250	(661)	19 620
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59	120 814	393 973	393 973
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	39 288	79 926	32 329
Traitement des eaux usées	64	18 614	18 614	19 436
Réseaux d'égout	65	89 261	151 768	155 153
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68	106 436	50 917	65 711
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71	25 564		25 564
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78	56 000	50 135	182 788
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	17 780	18 933	16 991
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	80 324	74 706	75 422
Autres	83	255 365	51 797	110 924
Réseau d'électricité	84			
	85	1 125 497	1 229 820	1 010 798

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	59 925	1 192 909	1 192 909
Enlèvement de la neige	92			205 000
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			597 956
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	470 500	986	986
Réseau de distribution de l'eau potable	102	131 357	140 000	140 000
Traitement des eaux usées	103			90 008
Réseaux d'égout	104	2 986 543	4 462 391	4 462 391
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107		19 753	19 753
Autres	108			1 337 557
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	2 746 340	451 118	451 118
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122	197 420	239 700	239 700
Réseau d'électricité	123			
	124	6 592 085	6 506 857	6 506 857
				4 833 606

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126	748 166	748 191	579 695
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	337 870	373 346	406 791
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	228 135	228 134	188 986
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	1 314 171	1 349 671	1 175 472
TOTAL DES TRANSFERTS	136	9 031 753	9 086 348	7 019 876

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	330 824	274 023	274 023
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	330 824	274 023	274 023
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146		2 273	2 273
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150	10 542	10 542	10 542
	151	10 542	12 815	12 815
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156	808 649	874 666	874 666
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158	94 786	88 194	88 194
Autres	159	169 224	284 028	284 028
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	1 072 659	1 246 888	1 246 888
				959 579

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170	5 271	5 271	5 271
Autres	171			
	172	5 271	5 271	5 068
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	204 501	211 093	200 315
Activités culturelles				
Bibliothèques	174	50 076	50 076	48 150
Autres	175			10 268
	176	254 577	261 169	258 733
Réseau d'électricité	177			
	178	1 673 873	1 800 166	1 503 701

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	74 598	92 927	104 100
	182	74 598	92 927	104 100
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	26 100	47 575	31 280
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	26 100	47 575	31 280
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	124 341	213 662	140 065
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194	65 725	70 268	78 047
Autres	195			
	196	190 066	283 930	218 112
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	12 000	60 004	59 109
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200		47 350	67 492
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	749 700	663 464	685 765
Matières recyclables	202	3 000	4 295	2 570
Autres	203	44 000	381	381
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	808 700	775 494	814 936

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214	13 251	13 251	15 120
Autres	215			
	216	13 251	13 251	15 120
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	622 912	743 492	566 285
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	3 000	8 775	8 205
Autres	219	59 822	84 879	109 802
	220	685 734	837 146	684 292
Réseau d'électricité	221			
	222	1 785 198	2 050 323	1 867 840
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	3 459 071	3 850 489	3 371 541

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	101 750	110 474	95 518
Droits de mutation immobilière	225	343 500	440 630	560 613
Droits sur les carrières et sablières	226	239 400	150 000	
Autres	227		7 170	115
	228	684 650	708 274	656 246
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	185 000	34 956	144 857
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230		1 157 434	1 157 434
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	246 000	793 507	368 207
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		5 048	(23 469)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		166 197	131 713
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		100 000	181 205
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239	728 273	632 216	777 721
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	5 150	9 412	40 899
	242	733 423	912 873	1 108 069
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	795 462	622 678	14 193	636 871	636 871	644 766
Greffe et application de la loi	2	479 079	447 030	10 943	457 973	457 973	494 653
Gestion financière et administrative	3	1 887 470	1 864 119	119 965	1 984 084	1 984 084	2 043 118
Évaluation	4	404 368	379 330		379 330	379 330	621 259
Gestion du personnel	5	267 046	271 689		271 689	271 689	232 780
Autres							
▪ Autres dépenses d'administration	6.1	502 482	369 304		369 304	369 304	731 968
	7	4 335 907	3 954 150	145 101	4 099 251	4 099 251	4 768 544
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 885 570	1 885 570		1 885 570	1 885 570	1 848 598
Sécurité incendie	9	1 589 987	1 598 478	237 555	1 836 033	1 836 033	1 748 027
Sécurité civile	10	15 274	22 136	17 725	39 861	39 861	29 840
Autres	11	390 750	443 288		443 288	443 288	355 431
	12	3 881 581	3 949 472	255 280	4 204 752	4 204 752	3 981 896
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 706 349	1 747 762	2 581 793	4 329 555	4 329 555	3 975 073
Enlèvement de la neige	14	3 020 889	2 839 006	138 286	2 977 292	2 977 292	3 477 161
Éclairage des rues	15	392 923	382 336	83 158	465 494	465 494	484 939
Circulation et stationnement	16	493 011	487 633	55 085	542 718	542 718	479 155
Transport collectif							
Transport en commun	17	50 006	49 963		49 963	49 963	66 026
Transport aérien	18	283 784	266 946	755 179	1 022 125	1 022 125	931 342
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	5 946 962	5 773 646	3 613 501	9 387 147	9 387 147	9 413 696

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	697 256	626 443	723 575	1 350 018	1 350 018	1 300 766
Réseau de distribution de l'eau potable	23	1 303 059	1 611 409	723 113	2 334 522	2 334 522	1 991 890
Traitement des eaux usées	24	584 969	568 310	788 170	1 356 480	1 356 480	1 339 019
Réseaux d'égout	25	1 143 272	1 087 742	788 272	1 876 014	1 876 014	2 063 383
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	331 037	377 627		377 627	377 627	392 207
Élimination	27	1 310 071	1 210 575	433 782	1 644 357	1 644 357	1 588 887
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	208 928	202 069		202 069	202 069	100 012
Tri et conditionnement	29	589 820	593 243	3 746	596 989	596 989	586 602
Matières organiques							
Collecte et transport	30	139 118	110 694		110 694	110 694	9 481
Traitement	31	318 681	336 313	151 465	487 778	487 778	242 450
Matériaux secs	32	38 098	7 950		7 950	7 950	37 449
Autres							
Plan de gestion	34	44 752	44 715		44 715	44 715	37 267
Autres	35						
Cours d'eau	36	129 446	96 327		96 327	96 327	87 831
Protection de l'environnement	37	125 881	113 851	5 828	119 679	119 679	112 815
Autres	38						
	39	6 964 388	6 987 268	3 617 951	10 605 219	10 605 219	9 890 059
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	155 000	146 213		146 213	146 213	118 721
Sécurité du revenu	41						
Autres	42						
	43	155 000	146 213		146 213	146 213	118 721

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	591 257	591 495	14 886	606 381	606 381	597 391
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46	100 000	84 155		84 155	84 155	78 145
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	433 040	506 213	44 371	550 584	550 584	651 555
Tourisme	48	45 101	41 554	56 954	98 508	98 508	93 440
Autres	49		172 371		172 371	172 371	62 507
Autres	50	398 995	260 834	88 483	349 317	349 317	355 678
	51	1 568 393	1 656 622	204 694	1 861 316	1 861 316	1 838 716
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	4 500	9 383		9 383	9 383	4 565
Patinoires intérieures et extérieures	53	1 395 559	1 395 697	540 762	1 936 459	1 936 459	1 873 332
Piscines, plages et ports de plaisance	54	908 237	788 904	174 158	963 062	963 062	946 673
Parcs et terrains de jeux	55	1 330 128	1 512 785	486 860	1 999 645	1 999 645	1 596 504
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58	1 009 903	1 080 061	188 972	1 269 033	1 269 033	1 099 940
	59	4 648 327	4 786 830	1 390 752	6 177 582	6 177 582	5 521 014
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	155 882	132 858	46 418	179 276	186 800	227 511
Bibliothèques	61	855 783	853 155	6 004	859 159	859 159	796 687
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63	252 671	93 976		93 976	93 976	127 905
Autres	64	656 258	676 265	94 838	771 103	771 103	514 031
	65	1 920 594	1 756 254	147 260	1 903 514	1 911 038	1 666 134
	66	6 568 921	6 543 084	1 538 012	8 081 096	8 088 620	7 187 148

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	1 549 403	1 471 265		1 471 265	1 471 265	1 103 714
Autres frais	69	155 000	141 366		141 366	141 366	132 362
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70	70 800	65 600		65 600	65 600	97 400
Autres	71	8 500	6 591		6 591	6 722	5 850
	72	1 783 703	1 684 822		1 684 822	1 684 953	1 339 326
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	9 809 514	9 374 539 (	9 374 539)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 172 813	1 172 813	366 514
Usines de traitement de l'eau potable	2	653 997	653 997	32 636
Usines et bassins d'épuration	3			119 851
Conduites d'égout	4	3 383 861	3 383 861	329 163
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	61 686	61 686	3 480 002
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 208 181	1 208 181	4 651 057
Ponts, tunnels et viaducs	7			1 461 573
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 598	2 598	4 663
Aires de stationnement	9	63 967	63 967	
Parcs et terrains de jeux	10	2 459 792	2 459 792	2 172 463
Autres infrastructures	11	787 977	787 977	1 830 846
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	812 663	812 663	319 228
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	109 748	109 748	1 675 915
Ameublement et équipement de bureau	18			303 316
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 261 365	1 261 365	760 818
Terrains	20	9 065	9 065	13 334
Autres	21			
	22	11 987 713	11 987 713	17 521 379

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	482 397	482 397	366 514
Usines de traitement de l'eau potable	2	653 997	653 997	32 636
Usines et bassins d'épuration	3			119 851
Conduites d'égout	4	2 693 400	2 693 400	329 163
Autres infrastructures	5	4 584 201	4 584 201	13 600 604
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	690 416	690 416	
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	690 461	690 461	
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	2 192 841	2 192 841	3 072 611
	12	11 987 713	11 987 713	17 521 379

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	134 374	12 729	41 373	105 730
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	35 112 580	5 926 612	3 772 188	37 267 004
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	35 246 954	5 939 341	3 813 561	37 372 734
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	19 556 646	2 025 659	823 139	20 759 166
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	19 556 646	2 025 659	823 139	20 759 166
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	19 556 646	2 025 659	823 139	20 759 166
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	19 556 646	2 025 659	823 139	20 759 166
	19	54 803 600	7 965 000	4 636 700	58 131 900
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	54 803 600	7 965 000	4 636 700	58 131 900

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	57 776 180
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 294 270
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	105 730
Débiteurs	8	20 759 166
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 046 240
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	38 159 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	38 159 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 238 865
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	39 398 179
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	39 398 179
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	82 236	82 236	81 090
Évaluation	2			
Autres	3	491 358	488 269	454 239
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	14 424	14 417	17 333
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	50 006	49 963	66 026
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	44 752	44 715	37 267
Cours d'eau	13	9 332	9 332	7 132
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	57 551	57 523	51 268
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	83 458	83 422	81 524
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	833 117	829 877	795 879

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1	147 003	257 052
Charges sociales	2	35 260	58 713
Biens et services	3	11 805 450	17 205 614
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	11 987 713	17 521 379

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,00	38,64	68 314,46	2 852 317	702 280	3 554 597
Professionnels	2						
Cols blancs	3	42,00	31,22	68 175,11	2 019 494	538 925	2 558 419
Cols bleus	4	82,27	40,00	171 120,44	3 530 231	846 011	4 376 242
Policiers	5						
Pompiers	6	18,64	40,00	38 779,43	625 522	109 508	735 030
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	176,91		346 389,44	9 027 564	2 196 724	11 224 288
Élus	9	7,00			235 489	34 967	270 456
	10	183,91			9 263 053	2 231 691	11 494 744

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2			986		986
Réseau de distribution de l'eau potable	3	79 926		140 000		219 926
Traitement des eaux usées	4	18 614				18 614
Réseaux d'égout	5	100 719	1 785 258	2 728 182		4 614 159
Autres	6	2 324 910	1 865 866	41 887		4 232 663
	7	2 524 169	3 651 124	2 911 055		9 086 348

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	148 708	177 796
	4	148 708	177 796
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	14 760	15 793
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	14 760	15 793
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	481 232	366 284
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	309 842	237 544
	15	791 074	603 828
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	39 830	37 532
Réseau de distribution de l'eau potable	17	90 538	83 915
Traitement des eaux usées	18	75 318	61 718
Réseaux d'égout	19	179 993	149 639
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	87 352	20 645
Matières recyclables	21		
Autres	22	13 161	3 319
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	486 192	356 768
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	11 563	13 765
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	20 567	11 779
Autres	34		
	35	32 130	25 544
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	200 497	153 125
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	11 461	6 316
	39	211 958	159 441
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 684 822	1 339 170

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Eddy Métivier	1.1 Maire	69 795	17 393	3 860	
Mario Hamilton	1.2 Conseiller	17 270	7 446	176	82
Nelson Simard	1.3 Conseiller	17 270	7 446		
Nelson Gagnon	1.4 Conseiller	17 270	7 446		
André Coulombe	1.5 Conseiller	17 270	7 446		
Marc Charest	1.6 Conseiller	17 270	7 446		
Lucie Lapointe	1.7 Conseiller	17 270	7 446	264	123

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 7 285 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 120 500 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 15 856 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 4 199 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 _____ \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

- Systèmes de drainage

51 _____ \$

- Abords de routes

52 _____ \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-556
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-11
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 929
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-21

Nom du signataire : Michaël Côté

Fonction du signataire : Directeur des finances et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2024-05-23

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-17 17:01

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	35 800 484	36 471 973	39 054 004	222 328	39 065 437
Investissement	2	5 014 811	6 831 485	6 779 257		6 779 257
	3	40 815 295	43 303 458	45 833 261	222 328	45 844 694
Charges	4	38 511 373	41 014 369	40 069 816	218 550	40 077 471
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 303 922	2 289 089	5 763 445	3 778	5 767 223
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 014 811)(	6 831 485)(	6 779 257)(	)	6 779 257)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 710 889)	(4 542 396)	(1 015 812)	3 778	(1 012 034)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	8 900 457	9 809 514	9 374 539	58 353	9 432 892
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	76 182		88 656		88 656
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 378 664)(	3 817 286)(	3 854 934)(	)	3 854 934)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	515 920)(	216 552)(	458 234)(	)	458 234)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 059 410)	(1 233 280)	(1 291 724)		(1 291 724)
Autres éléments de conciliation	13	157 991		202 323		202 323
	14	3 180 636	4 542 396	4 060 626	58 353	4 118 979
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	469 747		3 044 814	62 131	3 106 945

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 275 792	7 089 999	7 372 452
Débiteurs	2	27 908 123	31 589 870	31 555 974
Placements de portefeuille	3		30 000 000	30 000 000
Autres	4			
	5	35 183 915	68 679 869	68 928 426
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	54 441 028	57 776 180	57 776 180
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 009 600	995 300	995 300
Autres	9	14 271 713	41 356 169	41 368 130
	10	69 722 341	100 127 649	100 139 610
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(34 538 426)	(31 447 780)	(34 364 909)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	142 613 555	145 196 779	146 295 658
Autres	13	2 391 024	2 480 597	2 481 074
	14	145 004 579	147 677 376	148 776 732
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 270 499	4 355 595	4 554 978
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 197 108	1 702 915	1 740 605
Réserves financières et fonds réservés	17	2 455 178	1 902 329	1 902 329
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	(272 150))	(255 670))	(255 670))
Financement des investissements en cours	19	(4 459 798)	(1 248 030)	(1 248 030)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	108 731 016	109 261 117	110 359 996
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	110 466 153	116 229 596	117 565 548

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Lieu d'enfouissement technique	1.1	742 258	545 958
▪ Projets spéciaux	1.2	885 401	575 894
▪ Axe Mer-Rivière	1.3	75 256	75 256
	2	1 702 915	1 197 108
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	37 690	37 690
	4	1 740 605	1 234 798
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Eaux usées	5.1	600 000	600 000
▪ Service de l'eau	5.2	233 551	185 651
▪ Équilibrage du rôle	5.3	63 221	
▪ Vidange des fosses septiques	5.4	116 880	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	271 557	970 861
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	105 730	134 374
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	85 625	56 262
Autres			
▪ Fonds vert	14.1	382 941	467 387
▪ Stationnement	14.2	15 072	14 304
▪ Logement social	14.3	27 752	26 339
	15	1 902 329	2 455 178
	16	3 642 934	3 689 976

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	38 159 314
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	39 398 179

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023 Total consolidé	2022 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	105 730	134 374
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	37 267 004	35 112 580
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	20 759 166	19 556 646
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	58 131 900	54 803 600

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	25 235 381	25 907 615	26 231 915	26 231 915
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 530 618	3 055 946	3 057 465	3 032 626
Quotes-parts	14				
Transferts	15	2 598 542	2 439 668	2 579 491	2 579 491
Services rendus	16	3 342 250	3 459 071	3 850 489	3 881 161
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	801 103	630 250	1 750 664	1 750 664
Autres	18	1 292 590	979 423	1 583 980	1 589 580
	19	35 800 484	36 471 973	39 054 004	39 065 437
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 833 606	6 592 085	6 506 857	6 506 857
Autres	23	181 205	239 400	272 400	272 400
	24	5 014 811	6 831 485	6 779 257	6 779 257
	25	40 815 295	43 303 458	45 833 261	45 844 694

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	4 335 907	3 954 150	145 101	4 099 251	4 099 251	4 768 544
Sécurité publique							
Police	2	1 885 570	1 885 570		1 885 570	1 885 570	1 848 598
Sécurité incendie	3	1 589 987	1 598 478	237 555	1 836 033	1 836 033	1 748 027
Autres	4	406 024	465 424	17 725	483 149	483 149	385 271
Transport							
Réseau routier	5	5 613 172	5 456 737	2 858 322	8 315 059	8 315 059	8 416 328
Transport collectif	6	333 790	316 909	755 179	1 072 088	1 072 088	997 368
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 728 556	3 893 904	3 023 130	6 917 034	6 917 034	6 695 058
Matières résiduelles	9	2 980 505	2 883 186	588 993	3 472 179	3 472 179	2 994 355
Autres	10	255 327	210 178	5 828	216 006	216 006	200 646
Santé et bien-être	11	155 000	146 213		146 213	146 213	118 721
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	591 257	591 495	14 886	606 381	606 381	597 391
Promotion et développement économique	13	478 141	720 138	101 325	821 463	821 463	807 502
Autres	14	498 995	344 989	88 483	433 472	433 472	433 823
Loisirs et culture	15	6 568 921	6 543 084	1 538 012	8 081 096	8 088 620	7 187 148
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 783 703	1 684 822		1 684 822	1 684 953	1 339 326
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	31 204 855	30 695 277	9 374 539	40 069 816	40 077 471	38 538 106
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	9 809 514	9 374 539 (	9 374 539)			
	21	41 014 369	40 069 816		40 069 816	40 077 471	38 538 106

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	5 014 811	6 779 257		6 779 257
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 521 379)(	11 987 713)(	)	11 987 713)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	246 078)(	)	246 078)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 949 002	5 893 109		5 893 109
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	515 920	458 234		458 234
Excédent accumulé	6	3 798 289	2 327 689		2 327 689
	7	(10 258 168)	(3 554 759)		(3 554 759)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(5 243 357)	3 224 498		3 224 498

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14